

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 05/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SEROC ex-SNN**

ZA DE BELLEFONTAINE, 1 RUE MARCEL FAUVEL  
14400 Bayeux

Références : 2024.074  
Code AIOT : 0005306265

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2024 dans l'établissement SEROC ex-SNN implanté lieu dit Grandes Carrières 14230 Saint-Germain-du-Pert. L'inspection a été annoncée le 17/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du suivi post-exploitation de l'ancien CET, alors que le SEROC envisage le développement par le groupe Quénéa d'un projet photovoltaïque d'environ 2,8 MWc sur le sommet du casier de déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEROC ex-SNN
- lieu dit Grandes Carrières 14230 Saint-Germain-du-Pert
- Code AIOT : 0005306265

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancien CET de St Germain du Pert est implanté sur la parcelle cadastrée ZA n° 3, au lieu dit « Les Grandes Carrières ». La superficie de la parcelle est de 44 882 m<sup>2</sup>.

Le site a été exploité à partir de 1981 par le SIRTOM d'Isigny sur Mer – Trévières en tant que décharge contrôlée d'ordures ménagères, sous couvert de l'arrêté préfectoral du 4 février 1981. La Société Normande de Nettoyement (SNN) a été autorisée à en poursuivre l'exploitation par arrêté préfectoral du 16 juin 1996, avec une capacité du site qui est de 5 000 tonnes par an. Le site a cessé son exploitation commerciale le 30 juin 2001.

Le site est soumis à des obligations de post-exploitation pour une durée de 30 ans et des servitudes d'utilité publique ont été instituées afin de garder la mémoire de l'état du site et d'interdire tous usages susceptibles de modifier son état final.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le développement d'un projet photovoltaïque sur la partie sommitale du casier de déchets apparaît compatible avec les servitudes d'utilité publique concernant l'usage du site et avec la poursuite par le SEROC de ses obligations de post-exploitation, sous les réserves suivantes : les modules photovoltaïques et réseaux électriques/numériques doivent être posés au sol, sans aucune fondation ou ancrage dans le sous-sol ;le développement d'un éco-pâturage entre les modules photovoltaïques ne doit pas donner lieu à la mise en consommation de produits issus des animaux pâturant (lait, viande) ;le développeur photovoltaïque assumera toute responsabilité en cas d'évolution du massif de déchets (tassements différentiels, par exemple).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêt définitif de la station de transit provisoire	AP Complémentaire du 26/07/2001, article 2	Sans objet
2	Respect des servitudes d'utilité publique	AP Complémentaire du 16/10/2007, article 2	Sans objet
3	Prescriptions relative à la période de post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 17	Sans objet
4	Cautionnement des garanties financières de post-exploitation	AP Complémentaire du 20/09/1999, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. Un entretien des bassins et des clôtures est à prévoir sur l'année 2024, de même que le retrait des arbres racinaires présents sur les flancs du casier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Arrêt définitif de la station de transit provisoire

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/07/2001, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Arrêt définitif de la station de transit provisoire
<b>Prescription contrôlée :</b> Le SIRTOM est autorisé à mettre en place une station de transit de déchets ménagers et assimilés (...) sur le terrain d'emprise de la décharge (...). Cette autorisation est accordée pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois. Les installations seront, en tout état de cause, supprimées au terme de cette échéance et le site sera remis en état.
<b>Constats :</b>  La station de transit exploitée autrefois a été supprimée ; il n'en reste plus de trace. Le site est toujours alimentée en électricité, afin de faire fonctionner la pompe de relevage disposée dans le puits de collecte en point bas du fossé de drainage des lixiviats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Respect des servitudes d'utilité publique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2007, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des servitudes d'utilité publique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les servitudes instituées sur une partie de la parcelle ZA 3 sont définies comme suit. Sur cette parcelle, sont interdites : <ul style="list-style-type: none"><li>- la réalisation de trous, excavations, fondations, forages, défonçage et tous travaux dont la profondeur dépasserait cinquante centimètres,</li><li>- l'irrigation des terrains, à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation superficielle pour palier le défaut de précipitations atmosphériques,</li><li>- la plantation d'arbres ou de plantes, dont les racines seraient susceptibles de descendre à une profondeur supérieure à cinquante centimètres,</li><li>- la construction de tous bâtiments ou éléments de construction à caractère provisoire ou définitif.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les interdictions fixées par SUP sont respectées. Toutefois, il convient de relever que les talus du casier sont habillés d'une végétation spontanée envahissante (ronces, renouées du Japon) accueillant ponctuellement des arbres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que la végétation se développant naturellement sur le site ne soit pas un risque d'altération de la couche de recouverte du massif de déchets.

NB : le projet photovoltaïque que développe la société Quénéa n'apparaît pas incompatible avec les servitudes d'utilité publique frappant le terrain. Toutefois, afin de préserver l'intégrité de la couche de couverture du massif de déchets, les modules photovoltaïques devront être maintenus au sol par lestage, et non pas fixés par micropieux. De même, les câblages électriques ne pourront pas être enfouis dans le sol.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prescriptions relative à la période de post-exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 17

**Thème(s) :** Situation administrative, Prescriptions relative à la période de post-exploitation

**Prescription contrôlée :**

La période de suivi post-exploitation est prévue pour au moins 30 ans. Ce suivi et les contrôles porteront également sur l'entretien du site et sur les observations géotechniques avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

Cinq ans après l'arrêt des installations, l'exploitant adressera un mémoire sur l'état du site, accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

**Constats :**

Le SEROC assure un entretien du site, avec notamment entretien de la végétation par gyro-broyage une à deux fois par an.

Le dispositif de relevage des lixiviats vers les 2 lagunes de décantation est opérationnel. Les différents bassins et lagunes sont maintenus dans un état satisfaisant, même si on peut relever la présence d'objets divers dans le bassin d'eaux pluviales (a priori déposés lors d'intrusions malveillantes de tiers) et d'une importante flore (roseaux) au niveau de la lagune 4 (avant envoi des lixiviats décantés vers le fossé pluvial public).

Le SEROC réalise trimestriellement une surveillance de la qualité des eaux du bassin d'eaux pluviales, des lixiviats contenus dans les lagunes 2 et 3 et des eaux souterraines au niveau du piézomètre.

Celle-ci ne fait pas apparaître de pollution particulière des eaux surveillées, les lixiviats étant aujourd'hui assimilables à des eaux pluviales d'après les résultats d'analyse synthétisés par le SEROC.

La clôture périphérique, doublée d'une haie végétale dense, est maintenue dans un état globalement satisfaisant. Un point d'intrusion a toutefois été relevé à proximité de la barrière d'accès (qui, elle, est sécurisée par une chaîne cadenassée).

Le point de rejet de la lagune 4 au fossé public est également maintenu en bon état (buse béton).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le SEROC doit veiller à renforcer les parties de clôture périphérique abîmées. Il doit par ailleurs supprimer la végétation envahissante empêchant l'accès à la canne d'aspiration incendie, du côté voie publique.

Il lui est rappelé qu'il est de sa responsabilité d'assurer la sécurité des personnes amenées à intervenir aux abords des bassins et lagunes, ceux-ci n'étant pas protégés contre le risque de chute.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Cautionnement des garanties financières de post-exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/09/1999, article 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cautionnement des garanties financières de post-exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Montant des garanties financières cautionnées et échéances liées à l'acte de cautionnement
<b>Constats :</b>  Le SEROC a transmis le 5 février 2024 l'acte de cautionnement du 29/01/24. Par cet acte, l'organisme bancaire Arkéa se porte caution à hauteur de 241 395€ pour la post-exploitation du site, en cas de défaillance de l'exploitant. Ce montant est dégressif chaque année au 1er juillet jusqu'à fin juin 2030.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite